



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL/UD69/FV
DDPP/SPE-RH

**ARRÊTÉ n°DDPP-DREAL-2021- 167
DE MISE EN DEMEURE**

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE dans son établissement situé 4, rue Lavoisier à CHASSIEU ;

VU le rapport du 18 mai 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 18 mai 2021 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courriel du 3 juin 2021, transmis par l'exploitant portant observation sur le projet de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement implanté rue Lavoisier sur la commune de CHASSIEU, a permis à l'Inspection des installations classées de constater que la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE, exploite des installations dans des locaux dont plusieurs dispositifs de désenfumage sont hors service ou en mauvais état de fonctionnement, la surface des ouvertures en bon état de fonctionnement n'atteignant pas 0,5 % de la superficie de ces locaux ;

CONSIDÉRANT que la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE ne respecte pas pour l'exploitation de ses installations de CHASSIEU, rue Lavoisier, les dispositions du paragraphe 6.2.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Objet

La société HIT TRAITEMENT DE SURFACE, 4, rue Lavoisier à CHASSIEU, est mise en demeure : de respecter les dispositions du paragraphe 6.2.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié précité, en faisant procéder aux travaux nécessaires pour disposer de dispositifs de désenfumage en bon état de fonctionnement (y compris leurs commandes) dont la surface totale des ouvertures n'est pas inférieure à 0,5 % de la superficie des locaux, dans un délai de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Sanction

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Mesure de publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 5 : Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le **07 JUL. 2021**

Le Préfet,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint

Julien PERROUDON